

Nous ne voulons pas être laissé-e-s en arrière ! Les socialistes alpins exigent une politique progressiste dans les régions de montagne

Communiqué de presse du Groupe socialiste des régions de montagne

Le Groupe socialiste des régions de montagne demande une politique qui assure un service public approprié, implique toutes les couches de la population, prenne soin de l'environnement et promeuve le tourisme dans les régions de montagne de manière pertinente. Une politique progressiste est la clef du développement durable dans l'espace alpin. Le papier de position présenté aujourd'hui lors d'une conférence de presse à Andermatt formule des propositions et des revendications concernant des sujets urgents : énergies renouvelables, tourisme durable, économie et transports, tout comme les questions de politiques sociale, de la santé, de la famille et de la formation.

Lors de leur conférence de presse d'aujourd'hui, à 1'400 mètres d'altitude, les « socialistes alpins » ont présenté le contenu de leur papier ainsi que des projets issus de différentes régions. **Thomas Kistler**, président de la commune de Glaris Nord, a ouvert la conférence de presse par un exemple réussi de changement radical : en 2006, la Landsgemeinde de Glaris a décidé de passer de 25 à 3 communes, ce qui a résulté sur une simplification de l'administration. « Nous avons pu augmenter considérablement les prestations du service public pour l'ensemble de la population », a déclaré Thomas Kistler. **Silva Semadeni**, ancienne conseillère nationale socialiste (GR), a insisté sur l'importance de l'agriculture biologique dans les régions de montagne. « 62% de toutes les exploitations des Grisons sont désormais biologiques. L'expérience montre d'ailleurs que la conversion a un effet positif sur les résultats des exploitations. » Les régions de montagne devraient produire 100% de produits biologiques, car le potentiel de commercialisation de tels produits est également important. **Reto Raselli**, pionnier de la culture biologique des herbes aromatiques dans le val Poschiavo (GR), a présenté le projet « 100% Valposchiavo », qui combine avec succès la culture et la commercialisation régionales avec la conversion à l'agriculture biologique.

Le transport transalpin de marchandises doit enfin passer au rail ! **Niklas Joos**, représentant du PS Uri, a souligné l'importance des politiques de transfert modal. Sur tous les cols alpins, le transport de marchandises doit être réalisé par le rail. Cela s'applique en particulier au transport de marchandises dangereuses. Pour cela, le modèle de la redevance poids lourds liée aux prestations (RPLP) doit être étendu aux autres pays alpins. **Henrik Bang**, député socialiste au Grand Conseil tessinois et membre du Conseil communal de Bellinzona, a présenté les revendications liées au service public. L'élément central est un système de transports publics qui fonctionne, également en dehors des heures de pointe et dans les vallées latérales. Les habitant-e-s des régions de montagne ont besoin d'écoles, de services postaux, de bonnes infrastructures de santé, de commerces et d'offres culturelles. La population de nombreux villages est vieillissante, il est donc d'autant plus important d'y attirer des familles par des offres attractives dans les régions de montagne. Pour cela, il faut enfin des possibilités d'accueil extrafamilial pour les enfants dans les régions périphériques. Dans la vallée de Blenio (TI), une telle offre est actuellement en cours d'élaboration. Elle a été présentée par **Gina La Mantia**, députée socialiste au Grand Conseil tessinois, et membre du législatif de la commune de Blenio. Une analyse minutieuse de la situation

sur le terrain et la bonne coopération de tous les acteurs/trices impliqué-e-s permettent d'offrir un service qui réponde de manière pertinente aux besoins.

Clément Borgeaud, conseiller général à Monthey (VS), a parlé de l'importance de l'énergie hydraulique pour les régions de montagne. La redevance hydraulique n'est pas une subvention, mais le prix de l'utilisation de la ressource naturelle qu'est l'eau. Elle doit être équitable et bénéficier aux habitant-e-s des régions de montagne. La majorité des centrales électriques et des installations de distribution doivent être et rester la propriété des cantons et des communes d'implantation, afin que l'intérêt public ne soit pas sacrifié sur l'autel de la maximalisation des profits. Le photovoltaïque et l'énergie éolienne ont également un grand potentiel dans les régions alpines. Mais des conflits d'intérêts surviennent régulièrement. Avec son concept de protection et d'utilisation des énergies renouvelables, le canton d'Uri a montré comment un équilibre est possible dans le cadre d'un concept global à l'échelon cantonal. L'ancien conseiller d'État d'Uri, **Markus Züst**, a déclaré à ce sujet : « un juste équilibre des intérêts ne peut être réalisé qu'avec un concept global et large. Cela permet également aux nouveaux projets d'énergie renouvelable d'être plus largement acceptés. » **Gilbert Truffer**, député socialiste au Grand Conseil valaisan et président du PS Haut-Valais, a expliqué, à l'aide d'exemples concrets, la revendication d'enfouissement des lignes à haute tension afin de protéger l'environnement et la population. À l'avenir, l'enfouissement doit être la priorité pour chaque nouvelle ligne.

Qu'est-ce que le Groupe socialiste des régions de montagne ?

Les « socialistes alpins » ont été nouvellement fondés en 2017 et rassemblent les partis socialistes et organisations sœurs de l'espace alpin. Les partis socialistes cantonaux de Berne, Glaris, Grisons, Schwyz, Tessin, Uri, Valais et Appenzell Rhodes-Intérieures y sont regroupés. Ils continueront de travailler ensemble à l'avenir et de promouvoir leurs positions dans les parlements cantonaux et les communes, mais également à l'interne du PS Suisse. Les socialistes alpins sont convaincu-e-s que les régions de montagne sont confrontées à des défis particuliers et veulent les relever ensemble. Parallèlement, les grandes interrogations de notre époque ne pourront être résolues qu'ensemble. C'est pourquoi les forces progressistes dans les campagnes, dans les villes et dans les agglomérations doivent travailler ensemble pour trouver des solutions.

Pour des informations complémentaires

- Rebekka Wyler (D), 079 222 31 40
- Clément Borgeaud (F), 079 937 51 34
- Gina La Mantia (I), 079 219 05 75

Le papier de position est disponible en français, allemand et italien sur le site internet www.alpensozis.ch.